

## En guise de sommaire

*Ce nouveau numéro de la Lettre du CIRIEC-France rend compte d'une activité soutenue au service de l'économie d'intérêt collectif. Mais si nous n'oublions pas que c'est là notre vocation première, nous sommes conscients que nous sommes aussi des citoyens confrontés à tous les enjeux de notre temps. Comme tous nos semblables, nous sommes aujourd'hui gagnés par l'inquiétude face aux périls sans précédent qui pèsent sur notre civilisation : destruction de la biodiversité, dérèglement climatique, affaiblissement de la démocratie, le pire étant le bruit de bottes qui se rapproche.*

*Plus que jamais, restons solidaires.*

- Pour notre président, Alain ARNAUD, Education, exemplarité et rapport de force sont les clés du rayonnement de l'Economie Sociale et Solidaire. « Il faut donc se mobiliser tous ensemble pour contribuer à redonner au monde une stabilité qu'il est en train de perdre, pour contribuer à redonner à nos sociétés un avenir meilleur, un sens plus social et plus solidaire, avec un modèle économique qui organise le partage, la solidarité, qui respecte les droits humains et les droits sociaux, et qui préserve les biens communs et l'environnement. C'est ce que nous devons aux générations futures ». (p. 2 et 3)
- Nos travaux se sont poursuivis, tant en France qu'à l'international (p. 4 à 6) :
  - Participation aux Rencontres du Mont-Blanc – Amériques (Carthagène des Indes - Colombie, les 18 et 19 octobre 2022).
  - Contribution à la préparation :
    - de la 9<sup>ème</sup> Conférence de recherche en économie sociale (Séoul - Corée du Sud, du 4 au 9 juillet 2023).
    - de la Conférence internationale « L'après Covid 19 » (Thessalonique - Grèce, printemps 2023).
  - Participation au nouveau thème de recherche : « Utopies ESS et récits imaginaires ».
- Comme tous les mois, nous avons reçu des contributions (p. 7 et 8)
  - Jean GATEL, ancien Secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale et du développement local, répond à la question : « *L'ESS peut-elle éroder le capitalisme ?* »
  - Jean-Philippe MILESY, secrétaire général de l'Institut Polanyi et membre du Conseil d'Orientation du CIRIEC-France, retrace 20 ans après « *l'aventure d'une innovation sociale : les SCIC* »
- Enfin, Nous vous proposons quelques lectures (p. 9 et 10) et vous présentons l'agenda des prochaines manifestations susceptibles de vous intéresser (p. 11 et 12)

Bonne Lecture !



### Marcel Caballero

Président d'honneur  
Président du Conseil d'Orientation

# Education, exemplarité, rapport de force : les clés du rayonnement de l'ESS

**Alain ARNAUD**

Président du CIRIEC-France



La 10<sup>ème</sup> édition des Rencontres du Mont Blanc, organisées par ESS Forum International, s'est tenue à Carthagène des Indes en Colombie, du 17 au 19 octobre 2022. Elle a ainsi pu réunir en grand nombre les militants de l'ESS d'Amérique Latine qui n'ont pas tous la possibilité de participer à des conférences en Europe, bien souvent faute de moyens. Et c'est une bonne chose que d'aller vers ces militants des Amériques. Les travaux ont été particulièrement riches et ont débouché sur une déclaration finale historique, la [Déclaration de Carthagène](#), qui formule dix actions concrètes auxquelles s'engagent ESSFI et ses membres. L'objectif est de contribuer à la transformation fondamentale du modèle économique qui gouverne le monde depuis plus de 40 ans, et qui, au-delà des progrès indiscutables qu'il a produits, a amplifié les inégalités, compromis les ressources naturelles et l'environnement, montré son incapacité à réduire la pauvreté, pour en arriver à ce que 10% des personnes les plus riches dans le monde détiennent 75% des richesses. Ayons conscience également que près de 700 millions d'individus sur notre planète vivent avec moins de 2 dollars par jour. Et si nous ne faisons rien, la jeunesse mondiale sera irrémédiablement victime des conséquences nocives du modèle de développement actuel. Cette Déclaration, il va donc maintenant falloir la porter et la concrétiser, car les déclarations, les incantations ne suffisent plus, il faut agir. Les travaux de ces 10èmes Rencontres ont permis de tracer une feuille de route très riche. Pour ma part, invité à participer au nom du CIRIEC à la séance de clôture, j'ai apporté une modeste contribution en mettant en évidence trois mots-clés, trois dimensions qui me paraissent essentielles pour permettre de renforcer le développement et le rayonnement de l'ESS dans le monde, et faire en sorte que cette autre économie puisse prendre plus de place dans le développement économique et social, et qu'à tout le moins ses valeurs et ses principes puissent devenir la norme du modèle économique du XXIème siècle, comme le préconise notre ami Jérôme Saddier, président de ESS France.

En premier lieu, **l'éducation**, car tout part de là, à laquelle il faut ajouter la formation tout au long de la vie. Il convient que les principes, les valeurs de l'ESS, ses activités et la part qu'elle prend dans le développement et le progrès soient enseignés tôt dans le système éducatif, car l'éducation est à la base de tout. On est très loin du compte et il est donc nécessaire de faire pression sur les pouvoirs publics nationaux pour que les résolutions favorables à l'ESS

adoptées par les instances internationales - l'OIT, l'OCDE, l'Union européenne, ou qui, on espère, le seront par l'ONU en 2023 - soient bien mises en application par les gouvernements. Et que parmi les mesures mises en œuvre soit bien prévue l'intégration dans les programmes éducatifs d'un enseignement sur l'ESS et ses valeurs, pour que dès le plus jeune âge on sache ce qu'est la réalité de cette forme d'économie et de ses vertus pour un monde meilleur, et que l'on s'en souvienne au cours de sa vie. Cela doit faire partie de l'éducation civique.

Ensuite, deuxième mot-clé, c'est **l'exemplarité**. Elle est nécessaire pour convaincre. Une exemplarité qui se démontre par la multiplication des initiatives de proximité menées dans les territoires, mais aussi par leur visibilité car elles sont souvent méconnues des populations et des pouvoirs publics. Beaucoup d'actions sont menées dans les territoires, mais elles ne sont pas toujours identifiées comme relevant d'une forme d'économie différente de l'économie classique. Cela est particulièrement vrai dans les secteurs de la banque et de l'assurance, confrontés au marché concurrentiel et aux exigences réglementaires, et de ce fait devenus extrêmement banalisés, trop banalisés. Une exemplarité par la quantité, mais aussi exemplarité par la qualité, car nous devons mettre en évidence la pertinence des actions menées par les organisations de l'ESS. Elles se doivent d'être innovantes, distinctives et efficaces pour répondre du mieux possible aux besoins des populations. Du reste, l'enjeu est également celui de favoriser l'appropriation des structures de l'ESS par les individus, devenus malheureusement de moins en moins adhérents ou sociétaires et de plus en plus consommateurs. C'est un sujet de fond qui doit être pris en compte par l'ESS et qui concerne l'exercice de la démocratie économique et sociale.

Enfin, troisième mot-clé, le **rapport de force**. Améliorer notre capacité à agir et à faire entendre notre voix est indispensable. Les résultats obtenus dans plusieurs Etats ayant adopté des législations pour reconnaître l'ESS ont été salués au cours de ces Rencontres du Mont Blanc, de même que les avancées au niveau international avec les recommandations de l'OIT, de l'OCDE, avec le plan d'action de la Commission européenne. Ces avancées ne sont pas le fruit du hasard, c'est le résultat des actions collectives et de la mobilisation des volontés et des énergies des militants de l'ESS. Et cela est très positif. Mais ce n'est pas suffisant. Si j'évoque la question du rapport de force, c'est parce qu'en face de l'ESS, il y a des influences puissantes, celle de la finance internationale spéculative, celle des prédateurs des biens communs, celle du modèle néolibéral qui gouverne le monde depuis des décennies, soutenu par le FMI et la Banque Mondiale, toutes ces forces qui œuvrent pour la rentabilité des capitaux investis et non pour la réduction des inégalités et encore moins pour la solidarité. Et j'évoque à peine cette masse considérable d'argent sale, environ 1000 milliards de dollars dans le monde, produite par la criminalité et les activités informelles, et que personne ne maîtrise. Et puis, il y a ceux qui admettent l'existence de l'ESS, mais qui ont tendance à la confiner à un rôle de réparation, à un troisième secteur qui ne serait que social, consacré aux pauvres. Ce n'est bien entendu pas comme cela que nous concevons l'ESS qui est pour nous un modèle économique à part entière, qui crée de la valeur et répond aux besoins quotidiens des populations. Alors oui, il faut encore amplifier nos efforts, multiplier les alliances et les partenariats pour pouvoir faire pression sur les pouvoirs publics, qui même lorsqu'ils ont adopté des lois de reconnaissance de l'ESS, ne sont pas toujours enclins à traiter les organisations et entreprises de l'ESS à égalité avec celles de l'économie classique, au nom du principe de concurrence, valeur cardinale du néolibéralisme. Cet appel à la collaboration, voire au regroupement quand c'est possible, vaut tout autant pour le niveau national où il y a souvent de la dispersion des forces, que pour le niveau mondial où il faut porter une voix forte et homogène dans les institutions internationales. Nous n'avons pas le choix. Face à la transformation fulgurante de la société, face aux conséquences sociales et environnementales inacceptables du modèle économique qui gouverne le monde, les acteurs de l'économie sociale et solidaire doivent se mobiliser et agir pour éviter que la promesse d'un monde meilleur ne se transforme en catastrophe pour la démocratie et les libertés. Nous en avons collectivement les moyens, pour peu que nous le voulions et que nous ne nous fassions pas de mauvaises concurrences, ce qui est parfois le cas. Il faut donc se mobiliser tous ensemble pour contribuer à redonner au monde une stabilité qu'il est en train de perdre, pour contribuer à redonner à nos sociétés un avenir meilleur, un sens plus social et plus solidaire, avec un modèle économique qui organise le partage, la solidarité, qui respecte les droits humains et les droits sociaux, et qui préserve les biens communs et l'environnement. C'est ce que nous devons aux générations futures ■

## > Rencontres du Mont-Blanc « Américas »

Les Rencontres du Mont-Blanc « Américas » se sont déroulées à Carthagène des Indes (Colombie), les 18 et 19 octobre 2022. Jean-Louis Cabrespines qui, avec Alain Arnaud, représentait le CIRIEC, nous en fait le compte-rendu.



Passer de 4807 mètres à 0 mètres ou de Chamonix-Mont-Blanc à Carthagène des Indes, voilà bien une particularité de ces Rencontres du Mont-Blanc « Américas ». Mais cette particularité n'est qu'un épiphénomène face au contenu de deux jours intenses, mardi 18 et mercredi 19 octobre, qui ont permis de se retrouver, pour multiples acteurs de l'ESS venant de tous les continents, afin de travailler ensemble sur « L'économie sociale et solidaire de solutions locales à internationales dans un monde en transformation ».

Et la richesse des échanges a montré combien, dans chaque pays, des initiatives nouvelles ou déjà affirmées étaient et sont toujours porteuses de nouvelles formes de relations humaines, de nouvelles actions solidaires et sociales, de nouveaux partenariats, de nouvelles pratiques entrepreneuriales, bref de nouvelles réponses face à un monde en mutation, participant ainsi à un renouveau d'un système économique à repenser et à revoir.

Nous présentons, volontairement, les séances plénières ou les conférences, sachant que des ateliers se sont déroulés en parallèle, riches d'échanges et de réflexions, mais dont il serait, ici, difficile de faire une synthèse.

### Mardi 18 octobre 2022

Après un « long tunnel » de déclarations officielles (ouvert par Elisa Torrenegra, Coprésidente d'ESS Forum International, Colombie), sans doute nécessaires, mais qui mériteraient plus de concision, la « table des autorités »

(première table ronde) portant sur « l'économie sociale et solidaire, de solutions locales à internationales dans un monde en transformation dans le cadre des objectifs de développement durable de l'agenda 2030 » a donné l'occasion de mesurer les convergences et les différences pouvant exister entre des pays des continents sud-américain (Équateur, Mexique, Uruguay) et européen (Espagne, Portugal).

La présence de l'ESS est forte dans certains et structurante pour l'économie générale de ces pays, donnant le sentiment de « tirer » l'économie en général, tandis que dans d'autres, elle est encore considérée comme un secteur (nous avons entendu parler du « tiers secteur », appellation que nous refusons de plus en plus dans la présentation de l'ESS, tant cela contingente les entreprises dans un périmètre enfermant ne donnant pas l'occasion d'être un acteur à part entière de l'économie d'un pays).

### L'internationalisation de l'ESS dans le cadre de l'agenda 2030 de l'ONU

La première conférence plénière sur « l'internationalisation de l'ESS dans le cadre de l'agenda 2030 de l'ONU » modérée par Alain Coheur en tant que co-président d'ESS forum international, a donné l'occasion de mesurer les différences d'approches des différents pays et des différentes têtes de réseaux des organisations (UNTFSSSE, ACI, AIM), mais surtout de comprendre que chacun voulait que nous soyons plus proches, plus en phase pour construire ensemble, autour des objectifs de développement durable, une véritable politique porteuse d'une ESS vivante et offensive.

Mais cela n'empêchait pas les différents intervenants de souligner les avancées que chacun de leurs pays ou organisations pouvaient avoir réalisées ou voulait promouvoir. Ainsi, pour Arnaud Boulanger (Adjoint au chef du pôle Économie sociale et solidaire et investissements d'impact (PESSII), en charge de l'initiative Pact for Impact), la France est dans une diplomatie de conviction pour l'ESS, ainsi que le soulignait Marlène Schiappa lors de la présentation de sa feuille de route présentée il y a un mois. Pour lui, la France a fait avancer l'ESS sur le plan de sa définition, sur le plan juridique et économique, sur les outils du développement des entreprises (fiscalité, finances). Et elle va émettre une recommandation cadre dans la proposition « pact for impact » en appelant à une alliance mondiale en faveur de l'ESS qui réunirait les acteurs de la société civile et les États.

Bruno Roelants (Directeur Général de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI). ) rappelle que si l'ESS est une économie composée d'acteurs avec leurs standards, leurs logiques, leurs conventions, il faut absolument développer les partenariats pour créer des alliances et des partages, ce que rappelle Sybille Reichert (Directrice de l'Association Internationale de la Mutualité (AIM)) en appelant à changer de paradigme.

Au terme de ces différentes interventions, il est évident que les acteurs de l'ESS considèrent que, plus que jamais, il est nécessaire de participer à un engagement commun d'actions d'influence auprès des instances internationales. Il est donc décidé de poursuivre la démarche de contacter les différents réseaux dans les différents continents et pays pour faire avancer l'ESS en sortant des îlots. Il faut promouvoir le modèle de l'ESS, s'inspirer du plan d'action de l'union européenne pour coordonner notre lobby. Et particulièrement d'être présents à la Conférence de Charm el-Cheikh de 2022 sur les changements climatiques, dite COP 27.

### Les solutions locales de l'ESS

Cette première conférence plénière est suivie d'une seconde portant sur « les solutions locales de l'ESS ». Finies les grandes idées, de l'action !

Le dynamisme d'Aminata Diop (Directrice générale du Fonds de développement et de solidarité des communes, Mairie de Dakar, Sénégal ) nous fait mesurer le travail que peuvent accomplir les acteurs de l'ESS et les collectivités locales, ensemble, dans des territoires communs pour développer les actions communes pouvant servir à tous et en promouvant des approches permettant le développement d'initiatives liées aux besoins repérés dans ces territoires.

En partant de son expérience, elle propose d'inciter les pays à avoir un plan de développement de l'ESS et demande aux collectivités locales de mettre en place des dispositifs pour promouvoir et développer l'ESS.

L'approche proposée par Stéphane Pfeiffer (Adjoint au maire de Bordeaux, chargé du logement, de l'emploi, de l'ESS et des formes économiques innovantes, Bordeaux, France ), intervenant au titre du GSEF insiste sur trois actions particulières dans le cadre de la dynamique engagée par sa ville pour l'ESS :

- Création d'une école des cadres de l'ESS à Bordeaux
- Projet de recherche universitaire sur l'économie informelle en comparant d'autres pays avec un quartier sensible de Bordeaux
- Insister sur le fait de faire confiance aux habitants puis leur donner les moyens d'agir au point de vue financier et technique.

Garry Lavoie (Président - Caisse d'économie Desjardins, Québec, Canada) et Adolfo Leon Rengifo (Secrétaire technique du Conseil pour la promotion et le développement de l'ESS d'Antioquia -COPRODES- (Colombie) ont apporté, respectivement, des exemples de ce que leurs institutions pouvaient faire pour favoriser le développement des entreprises, initiatives et actions de l'ESS dans les territoires de leurs pays.

Au-delà de ces présentations évidemment ancrées dans les cultures de chacun des pays, il ressort une forte volonté d'agir autrement, de mener une nouvelle forme de développement économique et social et de le faire avec les citoyens.

L'implication forte de ceux qui sont à la fois acteurs, initiateurs, consommateurs, producteurs de biens et de services donne une dimension supplémentaire à la création d'activités inscrites dans le développement local. Cela nécessite que les clans, les îlots, les égos même, soient oubliés pour concourir à une vision commune et partagée pour le développement. Il y a encore du chemin à parcourir !

**Mercredi 19 octobre**



Cette seconde journée était essentiellement destinée à la présentation de la « Déclaration de Carthagène », par la présidente de l'organisation des RMB Américas.

Les thèmes retenus par l'ensemble des membres et des organisations présents montrent la volonté de tous pour que l'ESS occupe pleinement sa place pour l'avenir : « ... Ayant en référence les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 mais également persuadés que **l'émergence de l'économie sociale et solidaire ne peut se faire sans un changement de paradigme politique, économique, social, culturel et d'éducation**, nous avons structuré nos réflexions autour de 10 thèmes pour lesquels des actions peuvent être mise en œuvre pour affirmer la place de l'ESS dans des domaines essentiels pour la société de demain :

- L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie
- L'intégration de la perspective de genre,
- L'amélioration des modes de production durable, de distribution et de consommation des denrées alimentaires
- La protection des biens publics et communs
- L'utilisation des outils numériques dans une forme humaine, durable et éthique
- Des pratiques de production et de consommation qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques
- Un système financier plus stable, résilient et démocratique
- L'amélioration de la qualité et la quantité des emplois
- L'accès à un logement décent
- L'accès à des soins de santé de qualité
- L'adoption de politiques publiques plus efficaces du local à l'international

**Nous sommes conscients que ces domaines ne couvrent qu'une partie d'un vaste chantier.**

Plus d'un milliard de personnes bénéficient actuellement de services fournis par des entités faisant partie de la mouvance de l'ESS. Nous sommes prêts à amplifier le nombre et la qualité des services que l'ESS leur donne ainsi que le nombre de bénéficiaires. Il s'agit à la fois d'étendre la justice sociale et de retrouver le chemin de la durabilité environnementale. Faire grandir l'ESS c'est contribuer à garantir un avenir aux 3,2 milliards de jeunes de moins de 24 ans ! »

En clôture de ces travaux, une intervention de la ministre colombienne du travail : Gloria Inés Ramirez Rios est essentiellement orientée vers les participants colombiens et une présentation des politiques favorables au développement de l'ESS.

Marlène Schiappa, Secrétaire d'État auprès de la Première ministre française, chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative est ensuite intervenue en visioconférence pour nous dire sa certitude que les 10 propositions de la Déclaration de Carthagène vont faire évoluer l'ESS de demain pour défendre un modèle collectif et durable. Elle souligne l'importance des 3 résolutions adoptées par l'OCDE, l'OIT, et prochainement par l'ONU qui montrent la prise en considération de l'ESS au plan international. Elle veut mener la diplomatie de l'ESS pour que la France agisse et pèse dans toutes les instances internationales. Pour cela elle considère que le programme « pact for impact » doit permettre d'apporter une définition internationale et consensuelle.

Il convient de veiller que le portage de l'ESS se fasse aussi en Afrique, en Asie, dans le monde anglo-saxon et pas seulement l'Europe et les pays sud-américains. Elle se propose donc d'œuvrer par un suivi du projet d'adoption par les Nations Unies et nous donne rendez-vous à cette fin à New-York, en mars prochain.

Alain Arnaud, en tant que représentant du CIRIEC International intervient ensuite en saluant la qualité des travaux menés au cours de ces Rencontres et la dimension historique de la Déclaration finale qui fixe une feuille de route très riche. Il faut maintenant la porter et concrétiser les actions préconisées pour contribuer à garantir un avenir désirable à une jeunesse mondiale qui, si nous ne faisons rien, sera victime des conséquences nocives du modèle de développement actuel. Il met en évidence trois mots-clés, trois dimensions qui lui paraissent essentiels pour permettre de renforcer le développement et le rayonnement de l'ESS dans le monde : l'éducation, l'exemplarité et le rapport de forces. L'objectif est de faire en sorte que cette autre économie puisse prendre plus de place dans le développement économique et social, et qu'à tout le moins ses valeurs et ses principes puissent devenir la référence du modèle économique du XXIème siècle. Il assure que le CIRIEC sera pour cela aux côtés de ESS Forum International.

## > 9<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale



Les conférences internationales de recherche en économie sociale sont organisées tous les deux ans dans un pays où le CIRIEC compte une section nationale. La dernière s'est tenue à San José (Costa Rica) du 8 au 10 septembre 2021. La prochaine se déroulera à Séoul (Corée du Sud) du 4 au 9 juillet 2023, sur le thème :

**« Mieux construire l'avenir : l'économie sociale et solidaire pour un monde apaisé et juste »**

- Gouvernance démocratique - Partenariats entre public, privé et ESS - ESS et transition sociale et environnementale
- Statistiques et indicateurs d'impact pour l'ESS - ESS et Gig Economy - Rôle de l'ESS dans la paix (Construire, réconcilier et reconstruire) - ESS et cadres juridiques - ESS et transformation verte - Utopies ESS et récits imaginaires
- Genre et ESS

Les conférences regroupent plusieurs centaines de chercheurs et praticiens du monde entier.

Date limite de soumission des résumés : 31 janvier 2023.

> <https://bit.ly/34rSERh>

## > Conférence internationale « L'APRÈS COVID-19 »



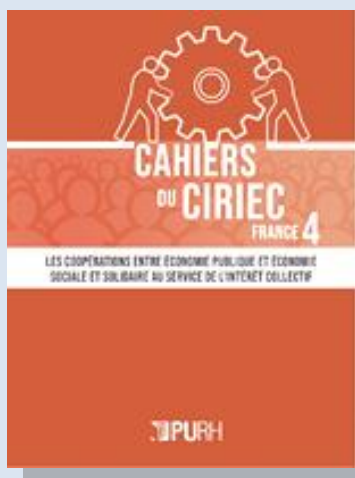
En raison des mesures sanitaires imposées par le Gouvernement grec, nous avons été contraints de reporter la Conférence internationale initialement prévue à Thessalonique (Grèce), les 20-21 septembre 2021. Celle-ci est reprogrammée au printemps 2023.

### "L'après-covid-19 : Les entreprises publiques et l'économie sociale à l'avant-garde pour une reprise économique, sociale et environnementale"

Les inscriptions déjà enregistrées restent valides. En cas d'impossibilité de participer, on peut se faire représenter par un(e) autre délégué(e). Dans ce cas, merci de bien vouloir nous communiquer le nom et contact du/de la délégué(e).

> [ciriec@uliege.be](mailto:ciriec@uliege.be)

## > Cahier « Les coopérations entre économie publique et ESS »



Le Cahier n° 4 du CIRIEC-France résulte d'un travail collectif animé par Marcel Caballero, président du Conseil d'orientation. Il traite des coopérations entre économie publique et économie sociale et solidaire au service de l'intérêt collectif.

L'objectif était d'analyser les potentialités de synergies entre les acteurs publics et ceux de l'économie sociale et solidaire en vue d'un changement de modèle de développement. En effet, économie publique (EP) et économie sociale et solidaire (ESS) concourent, chacune pour sa part et selon ses moyens, à la satisfaction de besoins sociaux et de besoins collectifs.

Les notions d'intérêt général et d'utilité sociale qui fondent les services publics, sont aussi au cœur des grands textes régissant l'économie sociale et solidaire, et notamment en France la loi du 31 juillet 2014. Pour autant, aucun des deux secteurs ne peut, dans les conditions actuelles, apporter de réponses globales. Il s'agit donc d'examiner comment l'EP et l'ESS, en surmontant les obstacles qui naîtraient de leurs traditions et cultures respectives, pourraient mieux coopérer pour développer des initiatives communes afin de mieux répondre à leurs objectifs communs.

Dans cette étude, le CIRIEC-France propose son analyse de cette problématique. C'est en effet tout naturellement qu'au-delà de sa vocation première de recherche et d'information sur l'économie publique, d'une part, et sur l'économie sociale et solidaire, d'autre part, il accorde une attention particulière aux coopérations que réalisent entre elles ces deux formes d'économie, c'est-à-dire aux partenariats publics-privés non lucratifs, en s'efforçant de les identifier, de les décrire, d'en relever les aspects positifs, mais aussi les insuffisances, voire les travers.

> Cliquer ici pour télécharger le document : <https://bit.ly/36IH4HY>

## > Nouveau thème de recherche

La Commission Scientifique Internationale du CIRIEC "Economie Sociale et Coopérative" lance un nouveau thème de recherche :

### " Utopies ESS et récits imaginaires "

Ce futur groupe de travail s'adresse aussi bien aux scientifiques qu'aux acteurs intéressés de la filière.

Parmi les enjeux suggérés pour les contributions :

- *Quels récits (conte, histoire...) nourrissent l'imaginaire de l'ESS et comment ?*
- *Comment les concepts importants de l'ESS apparaissent-ils dans les différentes cultures et traditions ?*
- *Comment les imaginaires de l'ESS impactent ou aident les entreprises de l'ESS ?*

Voir le programme détaillé et l'appel à résumés des propositions de contributions ici en [EN](#) & [FR](#)  
Langues de travail : anglais et français

> Date limite pour les résumés : 10 décembre 2022

[+ D'INFOS](#)

## > Publications 75° Anniversaire

En 2022, le CIRIEC fête son 75e anniversaire. L'occasion pour l'organisation scientifique internationale non gouvernementale, fondée en 1947 par le Professeur Edgard Milhaud, de réaliser un bilan sur son positionnement par rapport aux valeurs qui ont été à la base de sa création.

Deux publications ont été éditées à cette occasion.

● 75 ANS DE RÉFLEXION ET D'ACTION EN FAVEUR DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE. > Livre téléchargeable [ICI](#)

**Ludo BETTENS**

[Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale](#)

● L'ÉCONOMIE D'INTÉRÊT COLLECTIF: 75 ANS DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES > [READ MORE](#)

**Bernard THIRY et Philippe BANCE**



## L'ESS peut-elle éroder le capitalisme ?

Jean GATEL

Ancien Secrétaire d'Etat chargé de l'ESS et du développement local. Universitaire

L'été a confirmé ce que nous savions déjà : nous sommes entrés dans la crise peut être ultime du modèle de développement que la planète tout entière subit depuis le 19ème siècle, le modèle capitaliste et ses multiples transformations et adaptations, du local au global. À la différence des crises partielles que le capitalisme a connues, celle-ci est totale, systémique car elle touche au rapport entre les hommes et la nature. Les thuriféraires de ce modèle de développement, qui s'accrochent encore à des dogmes complètement dépassés tel celui de la croissance infinie, présentent les secousses que nous connaissons comme des accidents passagers et dissociés les uns des autres. En réalité la crise est totale et ses manifestations, climatique, écologique, sanitaire, financière, géostratégique, énergétique, idéologique, ne sont que les différentes apparences d'une crise systémique, celle d'un modèle qui à force d'exploiter les hommes et la nature, conduit l'humain à disparaître de notre vieille terre qui, elle, continuera à tourner.

C'est cette lente agonie que j'avais commencé à décrire dans « *L'économie sociale et solidaire : un nouveau modèle de développement pour retrouver l'espoir* » paru en 2020 et que je détaille dans mon nouvel essai « [Demain il sera trop tard : comment sortir de la crise systémique du capitalisme](#) » à paraître chez « Libre et Solidaire ». Tout en sachant l'incroyable complexité de la situation liée à la mondialisation du système, né au NORD et imposé au SUD, au conditionnement idéologique créé par tous les canaux de la construction de la pensée faisant apparaître le néo libéralisme comme le seul moteur de l'économie mondiale et si bien résumé par le célèbre « There is no alternative » de Madame Thatcher, et à l'affaiblissement voulu et organisé des politiques publiques y compris celles qui touchent aux besoins essentiels de l'homme : éducation, soins, culture, logement...il paraît impossible à quiconque qui croit en l'homme et aux valeurs collectives de se résigner à la catastrophe finale.

Nous savons toutes et tous que le premier défi à relever est celui de la réduction des inégalités ; entre pays riches et pauvres, et à l'intérieur des dits pays entre une minorité sociale outrageusement privilégiée et le reste de la population en régression sociale constante. Tant que cet objectif ne sera pas l'alpha et l'oméga de nos dirigeants rien n'est possible hors le chaos. Puis vient la nécessité de dénoncer une mondialisation soi-disant heureuse et qui, en réalité, ne laisse derrière elle qu'un champ de ruines. Nous plaidons depuis les années 60 sur le nécessaire retour au local pour résister au bulldozer du global : il est temps d'en faire une priorité concrète.

Il convient dès lors de se poser les problèmes fondamentaux liés à l'acte économique à savoir ce que l'on entend par consommation et production. Là se trouve l'essence même du système dominant et là se trouvent les indispensables changements à opérer et vite. La consommation doit-elle être détournée de son rôle premier qui est celui de satisfaire les besoins certes évolutifs du genre humain ? Casser l'hyperconsommation c'est casser l'hyperproduction, moteur d'un système économique qui produit non pour répondre aux besoins humains mais pour dégager du profit, peu importe ce qui est produit. L'économie sociale et solidaire peut jouer un rôle décisif dans ce bouleversement en mettant au centre du mécanisme le consommateur citoyen, responsable, privilégiant la durabilité et la sobriété. L'ESS ne peut pas rester hors des

réflexions qui agitent notre société sur la notion de sobriété : elle doit mettre en avant son histoire et son savoir-faire lié aux coopératives de consommateurs, coopératives généralistes ou dans un seul champ de produits, par exemple alimentaires. Ce n'est pas parce que la Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs a failli en 1984, dans des conditions douloureuses pour le secrétaire d'état que j'étais qu'il faut renoncer à cet enjeu de société qu'est la reprise en mains des citoyens de leur propre consommation. Le capitalisme commercial est un fléau économique, social, idéologique. Il transforme le citoyen en un individu manipulable à merci, aidé en cela par des publicités décervelantes.

La bataille pour la sobriété est engagée même si elle l'est dans l'hypocrisie et le grand n'importe quoi. L'ESS doit conjuguer ses forces avec ceux d'entre nos citoyens qui l'ont engagé via la thématique de la décroissance. Nous, militants de l'ESS nous devons nous associer à cette demande citoyenne. V. LIEGEY auteur du remarquable petit opuscule « [Décroissance : fake or not](#) » écrit « *Le projet de décroissance est avant tout celui d'une refonte de la démocratie. Il s'agit d'inventer, d'expérimenter de nouvelles manières d'être, de questionner nos besoins et la manière dont nous y répondons. Il s'agit de se réapproprier le sens que l'on donne à nos activités...* »

Quel acteur de l'ESS ne se retrouve pas dans ces mots : privilégier l'être et non l'avoir, faire vivre la démocratie économique, privilégier le bien commun à l'intérêt particulier : c'est la doxa de l'ESS en révolte depuis la révolution industrielle contre le profit roi et le chacun pour soi.

Le sociologue américain, E. O. WRIGHT, hélas trop tôt disparu, a élaboré dans son ouvrage « [Stratégies anticapitalistes pour le 21 siècle](#) » une réponse à la crise systémique : Il met au cœur d'une nouvelle forme de production, l'économie sociale et solidaire à laquelle il demande, au nom de la démocratie citoyenne et de la lucrativité limitée, d'étendre au maximum son champ dans la création d'activités et de l'entreprendre autrement. Il estime que, pour combattre le système dominant, il faut l'attaquer au cœur c'est-à-dire dans la propriété privative du capital en démultipliant les créations d'entreprises coopératives et ce dans tous les domaines de la production. Prenant acte de l'échec du socialisme planifié et étatisé mais aussi de la social-démocratie, il suggère une érosion lente du capitalisme par le progrès, au sein du champ productif, des entreprises à capital partagé, propriété des citoyens et salariés et agissant dans l'intérêt collectif : coopératives, mutuelles et associations doivent progressivement grignoter, « éroder » un capitalisme dépassé et mortifère. Cette mutation que l'on se doit d'accélérer me paraît un beau projet politique, indispensable pour conceptualiser un autre modèle de développement que pour l'instant personne n'a été capable de concevoir.

Ce projet que beaucoup d'entre nous appelons déjà l'économie sociale de transformation, n'a rien à attendre des politiques néo libérales actuelles qui ne proposeront jamais autre chose qu'une petite place dans des politiques toutes soumises au marché roi. Je pense mais je ne mésestime pas la difficulté à gérer cette situation pour les responsables institutionnels de l'ESS qu'il nous faut désormais nous placer dans la radicalité, cette radicalité que la profondeur et l'irréversibilité de la crise systémique nous imposent.



# 20 ans après, ou l'aventure d'une innovation sociale : les SCIC

Jean-Philippe MILESY,

Secrétaire général de l'Institut Polanyi, membre du Conseil d'Orientation du CIRIEC-France

**R**epoussée, tant par les suites de la pandémie que par les échéances électorales, l'Agora marquant les 20 ans des Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) s'est tenue le 13 octobre au Conseil économique social et environnemental (CESE). [Lire plus...](#)

Très au-delà de la transposition des coopératives sociales italiennes qui était visée au départ, les promoteurs du projet SCIC, principalement Hugues Sibille en tant que Délégué interministériel à l'Économie sociale et Alix Margado, au sein de la Confédération générale des SCOP, ont conduit à une réelle novation dans le droit français que constitue d'une part le multi-partenariat de ces coopératives, avec deux catégories obligatoires de coopérateurs que sont les salariés et les usagers, mais d'autre part, et tout autant importante, la possibilité pour les collectivités publiques d'entrer dans le capital des SCIC.

Au développement de ce projet réellement novateur, les pouvoirs publics mirent hélas un frein, un agrément préfectoral, supprimé il y a dix ans ; au-delà il y avait aussi les réticences de certaines collectivités à se confronter à ces objets juridiques encore mal identifiés. Les débuts des SCIC furent donc hésitants, une grosse centaine dans la première décennie pour connaître un très significatif développement dans la dernière période. Les SCIC sont aujourd'hui plus de 1200 et emploient plus de 13.000 salariés, tandis que de nouveaux projets éclosent chaque semaine.

Mais les chiffres traduisent mal le poids que les SCIC ont acquis désormais par la diversité des champs où elles interviennent mais surtout par leur place au cœur des initiatives territoriales.

47% des SCIC ont des collectivités territoriales dans leur sociétariat avec une croissance continue de ce taux dans les dernières années.

Action culturelle, défense environnementale, développement local, les SCIC agissent très souvent en complément des services publics locaux ou en coopération avec ceux-ci.

De la même manière, les Licoornes\* se sont données pour but la réponse à des besoins essentiels et massifs. La SCIC Enercoop dans le champ de la distribution de l'électricité notamment à partir de petits producteurs d'énergie oeuvrant dans le renouvelable a été ainsi amenée à se constituer alors que les gouvernements démantelaient le service public, et alors que se posait la question des alternatives aux énergies fossiles et au nucléaire. Elle compte aujourd'hui plus de 50.000 coopérateurs, pour 100.000 clients, regroupés en une dizaine des structures régionales. La SCIC Railcoop, avec ses 13.000 sociétaires, s'est elle constituée, notamment avec l'aide, voire le sociétariat de collectivités territoriales pour répondre aux béances ouvertes, tant dans le champ du fret que dans celui des voyageurs, par la gestion libéralisée des dernières directions de la SNCF. Elles ne se positionnent pas contre les services publics auxquels la plupart des coopérateurs demeurent attachés, mais là où les politiques de démantèlement de ceux-ci révèlent des besoins sociaux rendus insatisfaits, ce qui est l'essence même de l'ESS et de l'innovation sociale.

Associant l'ensemble des parties prenantes dans des démarches démocratiques et solidaires, les SCIC s'inscrivent dans ces « futurs présents » qu'évoquait Lucien Sève dans son ouvrage « Capitalexit ou catastrophe » auquel je me réfère souvent dans la mesure où il reprend les propositions tant du grand penseur anarchiste-communiste qu'était Élisée Reclus avec son « *évolutionnisme révolutionnaire* », que de Jean Jaurès, grand penseur du socialisme français avec son « *réformisme révolutionnaire* ». En cela les SCIC sont, de fait, parties prenantes de l'engagement de bien des acteurs de l'ESS dans le combat pour l'émancipation. ▀



\* Derrière une appellation commune, les Licoornes réunissent un ensemble de coopératives proposant des produits et services du quotidien (électricité renouvelable en circuit court, location longue durée de matériel électronique écoconçu, services de covoiturage solidaire et d'autopartage, services bancaires éthiques, téléphonie, transport ferroviaire, objets de seconde main...), et lancent une [campagne de levée de fonds en parts sociales](#).

Les Licoornes, ce sont aujourd'hui 9 coopératives et sans doute beaucoup plus demain... Ce rapprochement constitue la première brique d'une plateforme dont la vocation est de renforcer l'inter coopération. Le but : construire un modèle économique alternatif aux multinationales, le tout fondé sur un socle démocratique, collectif, écologique et solidaire. Chaque citoyen peut prendre des parts sociales et devenir sociétaire.

- **CITIZ** - Premier réseau coopératif d'autopartage. Des voitures en libre-service 24 h/24 dans plus de 150 villes en France
- **COMMOWN** - Fournisseur militant d'appareils électroniques écoconçus et de services pour lutter contre l'obsolescence prématurée
- **COOPCIRCUITS** - Plateforme coopérative open source pour vendre et acheter en circuit court des produits locaux, artisanaux, direct producteur, biologiques, éthiques
- **ENERCOOP** - Premier fournisseur d'électricité vraiment verte organisé en un réseau de 11 coopératives permettant de concrétiser l'ambition d'une transition énergétique locale et citoyenne
- **LABEL EMMAÛS** - Premier site de e-commerce français dont le catalogue est exclusivement alimenté par les acteurs du Mouvement Emmaüs et ses partenaires de l'économie sociale et solidaire
- **MOBICOOP** - Coopérative pour une mobilité partagée, plus solidaire et écologique dans les territoires : covoiturage, mobilité solidaire, autostop, gestion de flotte
- **LA NEF** - Coopérative bancaire éthique finançant exclusivement des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle
- **RAILCOOP** - Opérateur ferroviaire de passagers et de marchandises pour tous les territoires. Lancement du premier service fret fin 2021 et de la première ligne de voyageurs sur la transversale Bordeaux-Lyon en 2022
- **TELECOOP** - Premier opérateur télécom coopératif engagé dans la transition écologique et solidaire pour permettre à tous de se réappropriier ses usages numériques.

> [WWW.LICOORNES.COOP](http://WWW.LICOORNES.COOP)



## > Demain il sera trop tard



Dans cet ouvrage, Jean Gatel, pose et répond à la question : comment sortir de la crise systémique du capitalisme ? A partir d'une analyse lucide de l'état du monde et de propositions concrètes, cet essai s'adresse prioritairement à celles et ceux qui résistent et proposent des alternatives avant qu'il ne soit trop tard.

On sait désormais que la croissance n'est pas illimitée, que la terre n'est pas inépuisable, que tous les problèmes ne trouvent pas leur solution dans la technique et la science, qu'à trop vouloir accumuler, le capitalisme industriel puis financier ne connaît que le court terme, qu'il a tout saccagé et nous a conduit à une crise systémique.

Rappelons que Jean Gatel, professeur d'économie, élu député socialiste en 1981, a été secrétaire de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense en 1983, puis secrétaire d'État chargé de l'économie sociale auprès du Premier ministre, de 1984 à 1986.

Jean Gatel continue d'agir pour promouvoir l'économie sociale et solidaire.

> <https://bit.ly/3zTWEq8>

## > Pour une économie de la réconciliation

### Faire de l'ESS la norme de l'économie de demain



Un essai de Jérôme Saddier, président d'ESS France, à la fois personnel et politique d'une personnalité majeure de l'économie sociale et solidaire sur la manière dont l'ESS peut et doit être un levier de transformation globale de la société.

La crise à grande échelle que nous vivons est révélatrice d'échecs et d'insuffisances, d'inégalités sociales et environnementales, voire de menaces stratégiques. Pour y faire face, l'économie sociale et solidaire (ESS) propose son pouvoir de transformation. Elle contribue à l'alternative nécessaire pour innover et entreprendre en faveur d'une économie qui fonctionne à l'énergie citoyenne, centrée sur des besoins d'intérêt collectif, engagée dans la résorption des inégalités et la transition écologique. Plus encore, l'ESS est à l'avant-garde des mutations que doit engager le monde des entreprises, dans toutes ses composantes, pour pouvoir assumer un rôle plus politique, au service de la cité. Les structures de l'ESS, entreprises à finalité démocratique, à utilité sociale et environnementale, peuvent essaimer dans toute la société.

Il est temps que l'ESS joue pleinement son rôle en tant qu'économie de la réconciliation, clé d'une société plus apaisée : réconciliation entre des enjeux, des contraintes, des aspirations et des intérêts divers. Elle doit pour cela prendre conscience de sa capacité d'entraînement et de sa force. Ses acteurs trouveront dans cet ouvrage des raisons de faire des choses plus grandes qu'eux-mêmes.

> <https://bit.ly/3Uh55Uq>

## > Revue internationale de l'économie sociale - RECMA



Sommaire du numéro 366 de la RECMA qui vient de paraître :

### DANS LE MONDE

- [Quel rôle pour les coopératives dans l'écologisation et la numérisation de l'agriculture ? L'exemple de la viticulture en Occitanie \(France\)](#) par Eléonore Schnebelin, Jean-Marc Touzard, Pierre Labarthe et Isabelle Macaine
- [Repenser la protection sociale par les communs sociaux : l'exemple des sociétés de secours mutuels du premier XIX e siècle en France](#) par Sophie Audrain

- [Le bénévolat dans le compte satellite de l'économie sociale](#) par Lionel Prouteau

### EN MOUVEMENT

- [Analyse comparative des lois- cadres sur l'économie sociale et solidaire : les cas de la France, de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne](#) par Sofia Adam et Ifigenia Douvitsa

### CONTRIBUTION

- [Les trente ans de la loi italienne sur les coopératives sociales : un succès inachevé](#) par Felice Scalvini et Enzo Pezzini

### NOTES DE LECTURE

- [Les trois visages de l'Économie Sociale et Solidaire. Institutionnalisations - Trajectoires - Territoires](#)
- [Être radical Dialogues entre deux générations pour transformer l'économie](#)
- [Dictionnaire des pratiques locales alternatives](#)
- [Économie sociale et solidaire : la clé des possibles](#)

## > Santé. les inégalités tuent



Le « syndrome de la vie de merde » est mortel. Autrement dit, les inégalités tuent. Issues de nos modes d'organisation éducative, sociale et politique, elles ont en effet des conséquences multiples, notamment sur la santé. Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, un médecin français, Louis René Villermé, fit une découverte qui allait révolutionner les représentations : la durée de vie est bien moins déterminée par des forces occultes ou la volonté divine que par l'« aisance », le niveau des revenus et d'éducation, la profession et l'habitat. Les plus pauvres meurent plus jeunes ! La différence d'espérance de vie à la naissance en France est aujourd'hui de treize ans entre les plus pauvres et les plus fortunés. C'est la vocation de cet ouvrage d'expliquer ce que sont les inégalités sociales de santé et de montrer ce qui les détermine afin de tracer quelques perspectives pour y remédier.

Les auteurs :

- Alfred Spira est médecin et professeur d'épidémiologie.
- Nicolas Leblanc est médecin de santé publique et élu local en charge du projet de territoire de santé de Fontenay-sous-Bois. Il est membre du Conseil d'Orientation du CIRIEC-France.

> <https://bit.ly/3DS0NvN>

## > Carnets de campagne



Le rendez-vous sur **France Inter** des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat. (du lundi au vendredi de 12h30 à 12h45)

> Emission animée par Dorothée Barba

## > L'âge de faire



**L'âge de faire** est un mensuel national indépendant édité par une entreprise coopérative (SCOP).

Chaque mois, il relaie les initiatives visant une réappropriation citoyenne de l'économie, la création de lien social, un mode de vie plus écologique.

L'âge de faire refuse la publicité.

> [vous abonner à notre site web](#)

## > Site de Galilée.sp



On trouvera sur le site de notre partenaire **Galilée.sp**

- Le mot du mois : « Ecouter » <https://galileesp.org/ecouter/>
- La chronique : « La fin de l'ENA » <https://galileesp.org/fin-de-lena/>
- Le billet d'humeur : « La raison d'être d'une entreprise » <https://galileesp.org/comment-exprimer-la-raison-detre-dune-entreprise/>
- L'économie sociale et solidaire : « plan d'action en faveur de l'économie sociale et solidaire » <https://galileesp.org/economie-sociale-et-solidaire-et-plan-daction-de-lunion-europeenne-en-faveur-de-leconomie-sociale/>

## > Miroir Social



**Miroir Social** est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de [publier gratuitement](#), avec validation préalable
- journalistique pour développer des [contenus complémentaires](#) sur abonnement

Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 % représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

**Les services :**

- [Publiez gratuitement sur le média](#) - [Nos productions journalistiques sur abonnement](#) - [Parrainez nos rencontres](#)
- [Accompagnement éditorial](#) - [Communiquez sur le média](#)

**L'équipe :**

- Rodolphe Helderlé - Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)
- Jacky Lesueur - Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

## > Mois de l'économie sociale et solidaire



Le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire se déroule tous les ans en novembre. Il donne l'opportunité de découvrir l'ESS et de comprendre ce que cette forme d'économie peut apporter à notre société en pleine transition.

Initiative créée à l'origine par la Chambre Régionale de Provence Alpes Côte d'Azur en 2005, elle est ensuite animée dans chaque région par les Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire ([CRESS](#)) et coordonnée au niveau national par la Chambre Française de l'ESS, [ESS France](#).

Cet événement national permet également de mettre en lumière les savoir-faire et activités des femmes et hommes porteurs de projets, entreprises, organisations et collectifs qui se mobilisent dans les territoires pour porter, présenter et faire connaître l'économie sociale et solidaire au plus grand nombre. Grâce aux [Prix de l'ESS](#), ils peuvent être récompensés pour leurs initiatives remarquables ancrées dans les territoires.

[En savoir plus sur les Prix de l'ESS](#)

### DE NOMBREUX ÉVÈNEMENTS SUR TOUS LES TERRITOIRES

Que ce soit à travers la création d'une fresque sur le climat à Brest, un atelier pour créer une coopérative à Toulouse, une conférence sur les habitats participatifs à Besançon ou encore un ciné-débat autour de la coopération à Reims, les citoyens et les acteurs et actrices de l'ESS seront à même de découvrir, partager mais aussi construire des activités en lien avec l'Économie Sociale et Solidaire.

Vous êtes une structure de l'ESS et souhaitez organiser un événement dans le cadre du Mois de l'ESS ? Depuis le 7 juillet, vous pouvez référencer un ou plusieurs événements directement depuis [cette plateforme](#). Vous pouvez être accompagné grâce au [guide des organisateurs](#).

L'événement de lancement du Mois de l'ESS et la remise des Prix nationaux de l'ESS 2022 se dérouleront le 26 octobre 2022 de 17h à 21h à Paris. Prises de paroles introductives, table ronde sur les thématiques des Prix et conférence autour de la notion de responsabilité territoriale des entreprises sont au programme de cet événement. Toutes les informations à venir prochainement seront disponibles sur la [fiche de l'événement](#).

#### • [Du 7 au 14 novembre 2022 : Semaine de la Finance Solidaire](#)

Du 7 au 14 novembre, FAIR (issue de la fusion entre Finansol et l'iiLab), le collectif des acteurs de la finance à impact social, vous donne rendez-vous pour la 15ème Semaine de la finance solidaire. Ce sont les acteurs et actrices (établissement financier, financeur ou salarié de l'ESS) qui organisent des événements en régions pour faire la promotion d'une autre finance, celle qui crée des emplois, du logement, des activités respectueuses de l'environnement et qui favorise la solidarité internationale.

L'objectif : faire prendre conscience aux citoyens de l'impact positif de la finance solidaire sur la société et faire résonner celle-ci sur tout le territoire national.

[Retrouvez l'espace dédié de la Semaine de la finance solidaire](#)

#### • [Du 14 au 18 novembre 2022 : Semaine des achats socialement et écologiquement responsables \(ASER\)](#)

ESS France initie et organise avec les Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) la 2ème édition de la Semaine ASER qui a pour ambition de favoriser les rencontres et l'interconnaissance entre les entrepreneurs de l'ESS et les publics cibles (de type acheteurs publics et/ou privés, prescripteurs, donneurs d'ordre, etc) autour de thématiques d'actualité ou de stratégies d'achats : RSE, clauses sociales ou environnementales, innovation sociale, sourcing, groupement d'entreprises, etc.

Ce sont les acteurs de l'ESS qui co-organisent des rencontres pour informer et outiller efficacement les acheteurs publics ou privés à mieux appréhender les achats socialement et écologiquement responsables.

[En savoir plus sur la semaine ASER](#) [Télécharger le Kit de la semaine ASER](#)

#### • [Du 18 novembre au 4 décembre 2022 : Festival des Solidarités](#)

Lancé il y a plus de 20 ans, le Festival des Solidarités, porté par le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde et aux autres.

Chaque année en novembre, des associations, collectivités, établissements scolaires, structures socioculturelles, acteurs d'économie sociale, groupes de citoyens et citoyennes etc. organisent plus de 4 400 animations conviviales et engagées pour donner envie d'agir pour un monde juste, solidaire et durable.

#### • [Du 19 au 27 novembre 2022 : Semaine Européenne de la Réduction des Déchets](#)

La Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD) est un temps fort européen qui est piloté en France par [ADEME](#). Il s'agit de labelliser des événements organisés pendant cette semaine dédiée par des structures qui travaillent à la réduction des déchets dans les territoires.

L'édition 2022 de la SERD, organisée du 19 au 27 novembre, aura pour thème le textile donnant une place centrale à l'économie sociale et solidaire.

#### • [Les 25 et 26 novembre 2022 : Les Journées de l'Économie Autrement](#)

Événement incontournable des acteurs de l'économie sociale et solidaire, les Journées de l'économie autrement sont ouvertes à toutes et tous et sont une occasion unique de débattre et d'échanger sur les grands enjeux de société. Ainsi, près de 150 intervenants, économistes, sociologues, chercheurs et acteurs de terrain dialogueront pendant les deux jours.

Alimentation, développement des territoires, santé, emploi, logement, éducation, mobilité, énergie, démocratie, etc. : les Journées de l'Économie Autrement traitent de tous les enjeux auxquels notre société est aujourd'hui confrontée.

De quoi intéresser aussi bien le grand public que des lycéens et étudiants, les acteurs de l'ESS et des chercheurs et universitaires.

[En savoir plus](#)

## > 6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'ESS



FORUM MONDIAL DE L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE EN 2023.

Le 6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'ESS (GSEF) se déroulera du 1<sup>er</sup> au 6 mai 2023 à Dakar (Sénégal) sur le thème : « [La transition de l'économie informelle vers des économies collectives et durables pour les territoires](#) ».

- La co-construction des politiques publiques, des économies collectives et durables, créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes.
- Une économie bleue durable : préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale.
- Une économie verte, territoriale, collective et durable, autosuffisance alimentaire et sa gouvernance.
- Une économie numérique solidaire et durable pour les territoires.
- Le dialogue politique entre les gouvernements nationaux/locaux et les acteur-ric-e-s porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires.
- Articulations entre les pratiques et la recherche autour de l'économie sociale et solidaire et du développement durable.

Le Forum accueillera deux événements spéciaux :

- un événement à destination des jeunes : " *le Pré-forum JeunESS – Entrepreneurat collectif et durable pour les territoires : les réponses d'inclusion des jeunes d'ici et d'ailleurs* ".
- un événement mettant à l'honneur les femmes : " *Journée EES & Femmes - Autonomisation sociale et économique des femmes et territorialisation des politiques publiques durables* ".

> [Lire l'article original](#)

## > Rencontres du RIUESS

L'objectif de ces Rencontres est d'enrichir la connaissance et les méthodes d'appréhension du développement territorial à la lumière de l'ESS, en croisant une pluralité d'analyses à l'aune de recherches pluri et interdisciplinaires. La programmation de trois conférences et d'une table-ronde a pour objet de fournir et de clarifier des problématiques d'ensemble, de fournir des clés de compréhension, de soulever des questionnements, de susciter des échanges-débats et de nourrir la réflexion.

Pour ce faire, le RIUESS a lancé un appel à contributions tournant autour de six axes de travail et du thème général

des rencontres : « [Le développement territorial à la lumière de l'ESS](#) ».

Date limite de dépôt des propositions : 2 décembre 2022.

> [Plus d'infos](#)

## > Conférence-débat SCIC-SCOP



Dans le cadre de la 7<sup>ème</sup> édition des *Journées de l'économie autrement*, se tiendra, le 26 novembre 2022 à Dijon, une Conférence-débat sur le thème ; « [Comment les SCIC et les SCOP s'engagent face à l'urgence environnementale](#) »

La transition écologique implique une transformation vers un nouveau modèle économique et social, une évolution vers un modèle de développement durable et résilient, aux façons de consommer, de produire, de travailler repensées.

Les Scop et les Scic ont de nombreux atouts pour répondre aux enjeux environnementaux. Elles mettent l'humain au cœur de l'entreprise, en partageant la gouvernance et les richesses produites et transmettent leur outil de travail aux générations futures. Par ailleurs, une importante proportion d'entre elles ont choisi de s'attaquer directement aux causes du réchauffement climatique en se préoccupant, qui des énergies renouvelables, qui des transports doux ou de constructions passives.

En quoi le modèle coopératif peut-il contribuer à relever les défis de la transition écologique ? Comment les Scop et Scic montrent-elles leur engagement fort en faveur d'une économie toujours plus responsable ? Et où en est-on des travaux sur des normes comptables qui intégreraient les dimensions écologiques et humaines ?

> [En savoir plus](#)

## Nuit des Etudiants solidaires



Évènement fédérateur des étudiant.e.s engagé.e.s, organisé par le CJDES (Centre des jeunes, des dirigeants et des acteurs de l'ESS) le 24 novembre 2022, à partir de 18h30, cette [Nuit des Etudiants Solidaires](#) célèbre le choix d'une jeunesse à la recherche de sens dans son avenir professionnel et réunit des étudiant.e.s de toute la France ayant décidé de se former au développement durable, à la solidarité, à l'ESS, au progrès social...

[ESSpace](#), 15 rue Jean Antoine de Baïf - 75013 Paris.

> [Présentation de l'événement sur le site du Mois de l'ESS](#)

## > 9<sup>ème</sup> conférence internationale de recherche EMES



La 9<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche EMES aura lieu à Francfort-sur-le-Main (Allemagne), du 11 au 14 septembre 2023, sur le thème "[Agir localement, changer mondialement : Entreprises sociales et coopératives pour des économies et des sociétés plus résilientes](#)".

Cette manifestation est organisée en partenariat avec le centre de compétence pour la recherche sur les interventions sociales de l'université des sciences appliquées de Francfort.

> [+info](#)

# ***CIRIEC-France***

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,  
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*  
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :  
économie publique et économie sociale et solidaire

Ses travaux se réalisent

à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...  
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations  
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique

Le CIRIEC est constitué de sections nationales

La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales  
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,  
organismes à gestion paritaire et syndicats

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres

Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD

## **CIRIEC-France**

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : [secretariat@ciriec-france.org](mailto:secretariat@ciriec-france.org)

[www.ciriec-france.org](http://www.ciriec-france.org)



## **INFORMATIONS-ADHESIONS**

[secretariat@ciriec-france.org](mailto:secretariat@ciriec-france.org)

...

## ***la Lettre du CIRIEC-France***

Direction légale de la publication : Alain ARNAUD - Direction de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez  
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*



[marcel.caballero@club-internet.fr](mailto:marcel.caballero@club-internet.fr)